

# De grâce, pas d'activisme fiévreux!

Depuis quelque temps, les pressions sur l'économie suisse semblent se multiplier. Pour y faire face, le mieux est de pratiquer une politique économique prévoyante et d'éviter les risques inutiles plutôt que de verser dans l'alarmisme et l'activisme. **Par Thomas Daum**



*Thomas Daum est directeur de l'Union patronale suisse.*

Après la récession de 2009, chacun aura constaté avec étonnement la vitesse à laquelle l'économie suisse a retrouvé le chemin de la croissance et à quel rythme elle progresse en comparaison internationale. D'année en année, ses bilans de santé disent «meilleure qu'attendue» ou «mieux que la plupart des pays comparables». Même la revalorisation massive du franc ne s'est pas traduite par une perte massive d'emplois dans des entreprises exportatrices et la robuste conjoncture intérieure a largement compensé le fléchissement des apports extérieurs au bilan économique national.

Depuis une année, cependant, le poids du franc fort se fait aussi sentir de plus en plus au-delà des entreprises directement concernées, en raison du fléchissement de la demande internationale. Après le secteur touristique, qui a souffert d'une mauvaise saison d'hiver et de la rareté des nuitées estivales, voici que les annonces de licenciements se multiplient depuis quelques mois dans l'industrie et le secteur bancaire.

Il faut certes distinguer de cas en cas et ne pas conclure à une vague de licenciements, sans compter que l'emploi a légèrement progressé au premier semestre. De nombreux indices nous disent toutefois que la Suisse commence à subir les contrecoups de la dégradation du

climat général d'activité au plan international et que son économie se trouve à un tournant.

Bien que les perspectives soient moins souriantes pour l'année à venir et que le problème de souffrance de l'endettement de l'Europe et des Etats-Unis pèse comme une épée de Damoclès sur l'économie mondiale, l'alarmisme n'est pas de mise. Certes, l'économie et le monde politique doivent anticiper ces difficultés, certes la population attend une évaluation honnête de la situation et des développements à venir. Mais les appels à une dévaluation du franc au niveau de 1.30 ou même 1.40 pour un euro sont tout aussi inappropriées que les demandes de soutiens conjoncturels étatiques à titre préventif. Ils ne font qu'inquiéter la population ou la bercer de l'illusion que la Suisse peut se soustraire aux problèmes structurels de l'économie mondiale et des fluctuations de la demande.

La meilleure façon d'affronter ces temps difficiles est de rester concentré sur ses atouts, d'éviter les risques incalculables et les conflits internes épuisants. Une politique économique prévoyante exige avant tout le refus de diverses initiatives (telles que Minder, 1:12 et salaires minimums) susceptibles de rigidifier notre marché du travail et de ruiner l'attractivité de la Suisse. Ensuite, il faut absolument viser une planification réaliste du «tournant énergétique» qui garde un œil sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie à des prix compétitifs. Troisièmement, il faut donner un cadre réglementaire stable à la place financière. Quatrièmement, ni la libre circulation des personnes, ni nos rapports avec l'UE d'une manière générale, ne doivent être remis en cause. Cette liste d'impératifs est loin d'être exhaustive. Procédons donc avec méthode et sereinement, en prenant des mesures réalistes, loin de tout activisme fiévreux qui embrouille notre vision de l'essentiel. ■

Photo: Robi Lewis